



Association francophone
pour le savoir

A c f a s

Acfas — Association francophone pour le savoir

**Recherche fondamentale, approche globale et
justice sociale : des priorités toujours actuelles en
sciences sociales et humaines**

**Consultation tenue le 11 mai 2012 lors du 80^e Congrès
de l'Acfas et dans le cadre du projet *Imaginer l'avenir
du Canada***

Rapport final

TABLE DES MATIÈRES

1	Introduction	3
2	La recherche fondamentale : condition nécessaire pour un savoir de qualité	4
3	Promotion des approches globales	5
4	Nécessité de se pencher sur les phénomènes sociaux dans une perspective de justice et de bien commun	6
5	Thèmes et perspectives : des propositions	7
5.1	<i>Impacts d'un niveau maximum de population</i>	<i>7</i>
5.2	<i>Équilibre entre les choix personnels et les conséquences générales</i>	<i>8</i>
5.3	<i>Redéfinition de l'éducation et de la recherche</i>	<i>8</i>
5.4	<i>Préparation à d'imminents événements extrêmes</i>	<i>12</i>
5.5	<i>Quelles moralité, éthique et culture?</i>	<i>13</i>
5.6	<i>Composer avec une croissance économique faible et la redéfinition du travail</i>	<i>14</i>
5.7	<i>Points critiques : reconnaître le côté obscur</i>	<i>15</i>
5.8	<i>thèmes ignorés et thèmes toujours d'actualité</i>	<i>15</i>
6	Conclusion – Limites de l'approche prospective et attentes de la communauté des chercheurs en sciences humaines et sociales.....	16

1 INTRODUCTION

Le 11 mai 2012, à l'invitation de l'Acfas, une vingtaine d'experts engagés dans la recherche en sciences humaines et sociales au Québec se sont réunis en table ronde pour participer à la série de consultations organisées par le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) dans le cadre de son projet *Imaginer l'avenir du Canada*. Les participants, qui provenaient d'une grande diversité d'horizons disciplinaires, étaient notamment invités à discuter d'un ensemble de propositions – « moteurs de changement et défis de demain » – établies par une firme d'experts-conseils externes lors d'une précédente veille prospective effectuée en vue de déterminer de futurs axes prioritaires en recherche. Le présent rapport se veut une synthèse des discussions et des diverses positions des participants au sujet de ce que devraient être les priorités pour la recherche en sciences sociales et humaines (SSH) au Québec, au Canada et ailleurs dans le monde. Les propos du présent rapport reflètent les moments forts de la discussion. Ceux-ci ont été déterminés grâce à une compilation des thèmes les plus souvent abordés, des commentaires les plus souvent exprimés et des consensus explicitement reconnus¹.

En plus de survoler quelques-uns des 12 « moteurs de changement et défis de demain » décrits dans le document fourni pour la discussion, les participants ont estimé nécessaire d'adopter, dans un premier temps, une perspective plus macroscopique et plus critique des enjeux auxquels font face aujourd'hui les chercheurs en SSH. Comme préalable à toute discussion sur des thématiques de recherche précises, nos experts ont voulu identifier un ensemble de principes fondamentaux qui serviraient ultimement à encadrer la détermination d'axes prioritaires. La synthèse des discussions établit qu'au moins trois principes fondamentaux devraient encadrer les orientations futures de la recherche en sciences humaines et sociales : l'importance de la recherche « fondamentale »; la promotion des approches globales; la nécessité d'aborder les phénomènes sociaux dans une perspective de justice sociale. Ces trois principes sont abordés dans les parties 2, 3 et 4 du rapport.

La cinquième partie fait état des discussions autour d'enjeux spécifiquement identifiés par la firme d'experts-conseils externes. Les problématiques liées au travail, au vieillissement de la population, à la pauvreté et à la qualité de vie, à la gestion de la diversité, à l'immigration et à la citoyenneté ont été abordées de front par les participants. Celle portant sur la redéfinition de l'éducation et de la recherche a fait l'objet de discussions particulièrement animées et de consensus forts autour de la nécessité de réfléchir au rôle et à la mission de l'Université au 21^e siècle. Et pour cause : la table ronde s'est tenue au moment où un mouvement de contestation étudiante d'une ampleur sans précédent au Québec avait atteint son apogée. L'ampleur du mouvement fut telle qu'il a largement contribué à orienter les discussions sur les liens entre l'enseignement et la recherche, et sur la place que devrait occuper cette dernière dans la compréhension des mouvements sociaux.

¹ Les discussions ont été enregistrées et le verbatim retranscrit. Les citations empruntées aux participants ont été parfois reformulées de façon à éliminer les redondances, les hiatus et les erreurs grammaticales de la langue parlée.

2 LA RECHERCHE FONDAMENTALE : CONDITION NÉCESSAIRE POUR UN SAVOIR DE QUALITÉ

Pour les participants, le retour à ce qui serait « fondamental » permettrait à la fois de baliser les débats et de fournir les éléments de base à une réflexion générale sur le savoir et son organisation. Aussi a-t-on parlé abondamment de « questions fondamentales », de « mission fondamentale », de « perspectives fondamentales », de « thématiques fondamentales », de « recherche fondamentale », et enfin, de « fondamentaux », de « textes fondamentaux ». Deux éléments sont retenus ici :

- 1- Le sentiment, partagé, que la recherche en sciences humaines et sociales ne peut se permettre, lorsqu'elle appréhende les phénomènes, de se détourner des fondamentaux, des acquis de connaissance théoriques, des principes et des idées qui constituent le fondement de ses disciplines.
- 2- L'importance d'appuyer la recherche fondamentale.

Tel que mentionné dans l'introduction, le mouvement étudiant au Québec a été l'un des éléments structurants de la discussion, obligeant plusieurs personnes à s'interroger sur leurs propres pratiques. Pour un participant, cette situation « rendrait même compte d'une certaine faillite dans la capacité d'interpréter les conditions de notre propre société ». Pour un autre, on s'en ferait « mordre le derrière s'il arrivait des problèmes qu'on n'avait pas prévus et si l'on ne s'était pas donné les moyens de les “penser” ».

- *On me demande souvent ces temps-ci – je suis politologue – de prendre la parole, d'expliquer les choses. La demande est à l'effet de prévoir ce qui va se passer, de solutionner, de trouver un problème, une solution. En fait, je reviens toujours aux fondamentaux pour essayer d'expliquer les choses dans une perspective plus fondamentale. Je crois que c'est beaucoup plus important d'essayer de comprendre, puis de « penser » notre monde. Ça, ça passe d'abord par les grands textes fondamentaux.*
- *Le fait de ne pas comprendre ce qui est en train de se passer avec le mouvement étudiant, je le relie un petit peu aussi à ça. On a l'impression, en fait, que tant à l'université qu'au-delà – puis c'est très relié à notre conception du savoir, qui nécessite de revenir à des questions fondamentales –, que plus personne ne se comprend et plus personne ne s'écoute. Tant à l'université que dans l'ensemble de la société, et puis ça, je trouve ça assez dangereux.*
- *Nous, du réseau collégial [...], Industrie Canada ne nous voit que comme des acteurs dans la recherche appliquée, et nous voulons avoir accès, ne serait-ce qu'un tout petit peu, à des projets de recherche libre, de recherche fondamentale.*

Ainsi, connaissances théoriques fondamentales et recherche fondamentale doivent être perçues, selon les participants, comme des outils nécessaires à la compréhension des phénomènes contemporains qui se déroulent sous nos yeux. En cela, la perspective fondamentale doit constituer une priorité pour la recherche en SSH.

3 PROMOTION DES APPROCHES GLOBALES

Si les processus tout comme les contenus de la recherche doivent être abordés dans une perspective fondamentale, ils doivent l'être aussi dans leur dimension globale. Selon les participants, le fondamental et le global forment ici tant la condition d'une réflexion éclairée sur la recherche que la condition d'une recherche elle-même éclairante. Il a donc été question de « village global », de « système mondial global », de « problématiques globales », d'« approche globale », de « processus global », de « phénomènes globaux », de « projets globaux », d'« enjeu global ». Au delà de toutes ces occurrences du mot « global », trois perspectives se démarquent :

- 1- Les sciences humaines et sociales doivent inscrire les phénomènes dans des processus plus larges qui les transcendent et les expliquent.
- 2- Les sciences humaines et sociales doivent s'intéresser à des enjeux qui dépassent strictement ceux du Canada.
- 3- L'approche globale des phénomènes est favorisée par un décloisonnement des disciplines et des programmes.

Le « global » est d'abord appliqué à la façon dont se détermine l'objet des sciences humaines et sociales. Les phénomènes étudiés devraient être de plus forte amplitude (plus généraux que spécifiques), et ils devraient être abordés de manière à pouvoir les inscrire dans des processus sociaux qui les transcendent et les expliquent. La recherche actuelle, qui tend à s'ancrer dans une réalité de plus en plus découpée en expériences spécifiques et localisées, rendrait plus difficile, justement, une compréhension globale des phénomènes étudiés.

- *Il y a quelque chose, là, qui nécessite de travailler à nouveau sur des phénomènes larges comme la question de la mobilisation sociale [...]. Des phénomènes qui ne sont pas nécessairement décrits comme tels, déroulés sur une période précise, mais qui participent à des processus plus généraux. Et je pense qu'il faut qu'il y ait de la place pour ça, sinon on ne réussira pas à comprendre dans quelle société on évolue, puis non plus vers où elle va.*
- *Il y a des processus globaux que je ne sais pas interpréter et je suis obligé de retourner travailler sur ces questions-là et donc, dans la continuité, je dirais qu'il faut peut-être accepter que les prochaines recherches qu'on va mener vont porter sur des phénomènes globaux, mais pas uniquement sur des phénomènes globaux, des phénomènes larges.*
- *Ce qui nous manque actuellement : on s'est pas mal spécialisés les uns les autres dans nos domaines respectifs.*

L'approche globale des problématiques demande ensuite que l'on dépasse les enjeux strictement canadiens. Plusieurs ont réagi à l'idée de mettre au centre des préoccupations des enjeux qui ne concerneraient que le Canada :

- *Je pense que nous sommes de plus en plus dans un village global sur la planète et qu'il ne faudrait certainement pas que le CRSH centre ses priorités, s'il doit avoir des priorités, sur des questions spécifiquement canadiennes.*

- *Je pense qu'on doit plutôt regarder quelles sont les thématiques auxquelles certains des chercheurs canadiens pourraient s'intéresser pour contribuer à l'avancement des connaissances planétaires, et non pas le Canada comme tel.*

Si les approches globales se déterminent sur le plan épistémologique selon les disciplines, elles relèvent aussi d'une organisation de la recherche qui permettrait de créer davantage de ponts entre ces disciplines². Comme le dit un participant :

- *L'interdisciplinarité, c'est beau d'en parler, mais il faut se donner des occasions de la pratiquer aussi, et il y a encore beaucoup à faire si l'on veut que tombent les barrières entre les sciences naturelles et les sciences humaines de ce point de vue.*
- *Je trouve aussi que les comités du CRSH sont beaucoup trop traditionnels en termes de définition par discipline et qu'il n'y a à peu près plus de problèmes importants dans le domaine des sciences humaines qui soient traitables dans le cadre d'une seule discipline. Et en ce sens-là, je pense que les recherches les plus importantes que nous pouvons faire pour contribuer au bien-être collectif des sociétés du 21^e siècle ne peuvent pas se faire dans le cadre des comités d'évaluation actuels et de la surdisciplinarisation des procédures d'évaluation et de définition des thèmes de recherche.*
- *Il faut aller vers des thématiques beaucoup plus larges, transsectorielles, et le rôle du CRSH peut être de favoriser ça, d'exercer un leadership là-dessus.*

En insistant ainsi sur la nécessité d'adopter une perspective globale, les participants ont voulu, d'abord et avant tout, inciter à une certaine prudence quant aux frontières de différentes natures qu'on finirait par instaurer ou renforcer en imposant des thèmes de recherche prioritaires trop ciblés.

4 NÉCESSITÉ DE SE PENCHER SUR LES PHÉNOMÈNES SOCIAUX DANS UNE PERSPECTIVE DE JUSTICE ET DE BIEN COMMUN

Les participants ont réitéré leur intérêt pour ce qui constitue traditionnellement leur objet de recherche : la question de l'humain et de ses rapports sociaux. Ils ont insisté sur l'importance de placer au cœur des préoccupations des sciences humaines et sociales la question du vivre ensemble dans une perspective de justice sociale et d'amélioration des conditions de vie. Pour un participant, « la recherche doit servir à améliorer la qualité de vie de la société ». La compréhension et la prise en compte des dynamiques sociales et culturelles sont des éléments essentiels au bien-être individuel : comprendre l'effet des changements sociaux permettra, ultimement, de saisir comment le bien-être individuel « s'inscrit dans des dynamiques sociales et culturelles ». Pour ce chercheur, la recherche en sciences humaines et sociales a besoin d'intégrer des perspectives qui sont plus globales et qui vont dans une perspective de changement.

Les chercheurs en sciences sociales doivent refuser de voir la société comme une donnée sur laquelle aucune influence de leur part n'est possible. Les liens sociaux se construisent et se défont, les différences culturelles comme politiques ne sont que des constructions et il faut voir

² Un représentant du collégial a fait valoir l'importance de créer des ponts entre la recherche universitaire et la recherche collégiale.

la société elle-même comme une construction. « On parle beaucoup des subdivisions, entre autres en fait de différences culturelles, mais ce qui est plus intéressant encore, c'est de voir comment, malgré tout, malgré ça ou avec ça, on construit la société. Et ça, ce sont des questions à la base de toutes nos disciplines et je pense qu'il faut peut-être y revenir. Comment les rapports sociaux se désinstitutionnalisent, puis se réinstitutionnalisent. » La compréhension de ce processus constructiviste de la société devrait être une priorité aux yeux de ce chercheur.

Ainsi, les participants de la table ronde ont souhaité rappeler qu'il ne faut pas perdre de vue, lors de l'identification de priorités de recherche, l'objectif principal de toute entreprise de recherche en sciences sociales : l'accroissement de la justice sociale et la poursuite du bien commun.

5 THÈMES ET PERSPECTIVES : DES PROPOSITIONS

Les participants à la table ronde avaient été invités à discuter des 12 thèmes proposés dans le document sur la veille prospective préparé pour le CRSH et à évaluer leur pertinence comme contenu des futurs axes de recherche qui seront mis de l'avant par l'organisme subventionnaire. Tous s'entendaient généralement pour dire que les thèmes identifiés étaient importants en soi. Toutefois, plutôt que d'aborder systématiquement chacun d'eux, les participants ont préféré profiter de l'occasion de s'exprimer sur les priorités de recherche pour aborder des questions de fond plutôt que de détail, comme nous l'avons vu précédemment. De plus, on peut noter que les éléments de nature technoscientifique de certaines propositions ont reçu peu d'attention de la part des participants. Néanmoins, plusieurs propos et contenus renvoient aux thèmes proposés – notamment les propositions touchant la redéfinition de la recherche et de l'éducation (point 5) et le travail (point 11)³. La présente section réunit ces propos. Comme nous l'avons dit, les participants ont également évoqué et décrit certains thèmes prioritaires à leurs yeux, mais qui ne faisaient pas partie de la liste fournie.

5.1 IMPACTS D'UN NIVEAU MAXIMUM DE POPULATION

Le thème « Impacts d'un niveau maximum de population » a été abordé sous l'angle de la réalité du vieillissement de la population et des enjeux sociaux que cela suppose, notamment au sein de l'entreprise. Un participant soulève ainsi la question particulière du vieillissement dans les entreprises lié à une perte de savoir et d'expertise :

- *Parce que les gens quittent l'entreprise avec leurs connaissances et on essaie de mettre en place un système pour permettre une gestion de ces connaissances-là pour ne pas les perdre.*

La perte de connaissances due au vieillissement de la population est un risque réel qu'il faudra étudier de près.

³ Voir les 12 propositions de l'annexe « Moteurs de changement et défis de demain selon les experts-conseils externes » du document CRSH/SSHRC, *Imagier l'avenir du Canada*, Congrès de l'Acfas 2012, p. 21, remis aux participants aux fins de discussion.

5.2 ÉQUILIBRE ENTRE LES CHOIX PERSONNELS ET LES CONSÉQUENCES GÉNÉRALES

Selon au moins un participant, le thème « Équilibre entre les choix personnels et les conséquences générales » est un enjeu porteur. Les questions liées au rôle des universités, aux frais de scolarité, au développement durable, aux régimes de retraite, à l'accessibilité des soins de santé, à l'immigration, par exemple, relèvent de choix de société qui ne peuvent faire l'économie d'une réflexion sur les responsabilités individuelles également. Pour ce participant, la crise étudiante a fait ressurgir la question du choix de société en matière de services publics et de programmes « *qui sont possibles grâce à des impôts élevés et des dettes de plus en plus importantes. Ce phénomène s'applique au Québec mais aussi à l'échelle mondiale, si on en juge par ce qui se passe en Europe*⁴. » Ainsi, la recherche, selon lui, peut contribuer à éclairer ces enjeux de différentes façons :

- *En identifiant les origines et l'évolution de la participation de l'État sur le plan des programmes sociaux; en identifiant les modèles qui « fonctionnent » et les éléments qui font que certains pays peuvent allier des programmes robustes et un bilan financier sain (les pays scandinaves sont souvent cités comme exemple); en contribuant à l'élaboration de modèles financiers solides qui permettraient un éclairage non partisan sur la situation économique et l'urgence ou non d'agir.*
- *Parce que, dans le fond, est-ce qu'on a les moyens, finalement, de nos ambitions? Et quand on va financer tout ça ? Il y a peut-être moyen de jumeler (la question de nos choix de sociétés) dans un de ces enjeux-là. Puis (se pose la question de), l'implication de la population dans ces choix de société, non parce qu'on voit que l'approche qui a été prise est une approche de gouvernance, c'est-à-dire on gouverne, on amène des projets. On n'a peut-être pas pris le temps dans ce cas-là de consulter la population. Donc, quelle place on laisse à la consultation de la population, à la consultation citoyenne ?*

Durant les prochaines années, on entendra un grand nombre d' « appels à faire des choix ». Les sciences sociales et humaines devront être au cœur des débats.

5.3 REDÉFINITION DE L'ÉDUCATION ET DE LA RECHERCHE

Le thème « Redéfinition de l'éducation et de la recherche » est celui qui a suscité le plus grand nombre de propositions et de commentaires critiques. Cet enjeu a été au cœur de la consultation et a fait l'objet d'une discussion de fond.

- *Il faut redéfinir le point 5 (du document); plutôt que la « redéfinition de l'éducation et de la recherche », c'est beaucoup plus une réflexion sur les enjeux du savoir, de la transmission du savoir à notre époque qui doit nous interpeller.*
- *Donc, on parle de l'université, des nouvelles technologies en matière d'enseignement comme thème, mais je parle d'autre chose, je parle de la fonction que nous avons d'enseigner, de transmettre des connaissances, de les transférer, de les mobiliser.*

L'importance de la transmission, de l'enseignement et de l'accès au savoir a été soulignée à maintes reprises et constitue sans doute une des positions les plus fortes exprimées autour de la table ronde. L'idée générale pouvant être tirée de cette discussion est la suivante : la

⁴ Tiré d'une clarification faite par courriel

transmission la plus large qui soit est une responsabilité partagée et relève d'un principe de justice. Elle est indispensable à la production d'un savoir fondamental, global, et nécessite l'existence de structures qui la rendent possible. Les éléments de la discussion sont les suivants :

- La transmission aux jeunes du savoir, une mission sacrée de l'université
- La revalorisation de l'enseignement
- Le partage interdisciplinaire du savoir
- La transmission la plus large possible, au-delà des frontières
- L'engagement des instances publiques dans la transmission du savoir

Pour certains, l'accent mis de plus en plus sur la recherche au détriment de l'enseignement pourrait porter atteinte à la mission de l'université, qui est de transmettre :

- *Et moi, je ne vois absolument pas ressortir cette responsabilité de l'université dans la liste des thèmes, responsabilité qui est de passer en quelque sorte aux générations futures ce qui nous a été légué et ce que nous, les plus âgés d'entre nous en tout cas, avons pu avoir à l'université. C'est-à-dire les acquis des civilisations humaines qu'on est en train de traiter ici comme si c'était de la décoration.*

Plusieurs participants s'interrogent sur l'organisation actuelle de la recherche, qui ne favoriserait pas la transmission; d'où l'importance de revaloriser l'enseignement :

- *L'université s'est transformée en un lieu de recherche plutôt de transfert d'éducation. J'ai un certain nombre de collègues doctorants qui, maintenant, voient les choses sous un angle extrêmement cynique. À savoir, « l'enseignement je m'en fiche, j'y mets le moins d'heures possibles, donc 45 heures de cours, puis j'essaie de préparer mon cours le plus vite possible parce que je le donne juste à des fins alimentaires ».*
- *Lorsque vous recevez une subvention, vous avez la possibilité de vous dégager de l'enseignement. On vous donne une allocation pour ne plus enseigner. Alors que c'est là que vous devriez enseigner le plus! D'après moi, c'est une question fondamentale liée à notre rôle, et on a perdu, depuis 20 ans au moins, ce lien étroit entre la recherche et l'enseignement.*
- *La question de notre rôle de professeur devrait être valorisée, appuyée et permettre des manifestations, des expressions importantes, que ce soit du côté de la recherche fondamentale ou d'autres pratiques de recherche.*

Au-delà de la transmission du savoir aux jeunes générations au moyen de l'enseignement, il s'agirait de repenser les moyens de diffusion des résultats de recherche pour que des collègues d'autres disciplines puissent y avoir accès. Selon les participants, le fonctionnement surspécialisé de la recherche occasionnerait une perte des savoirs, puisque ces derniers ne seraient pas nécessairement transférés d'un champ de recherche à un autre. Il y aurait, de plus, le sentiment que les expertises développées par les chercheurs seraient peu prises en compte dans les débats publics :

- *On sait que dans nos milieux bien renseignés des universités, on parle beaucoup de « l'économie du savoir », de la « société du savoir ». Mais quand j'écoute les nouvelles, quand je regarde la télévision, quand je vois comment les débats se passent, j'ai l'impression qu'on est plus que*

jamais dans le règne de l'opinion et non dans celui du savoir. Et je trouve que ça, c'est le défi des sciences humaines.

La transmission du savoir au plus grand nombre et au-delà des frontières doit être encouragée dans un souci de justice pour ceux et celles qui y ont peu accès :

- *En tant que citoyens d'un pays privilégié, nous avons la responsabilité comme pays, comme scientifiques, de travailler sur des thématiques qui font avancer les connaissances et de les transférer de manière telle qu'on puisse en faire bénéficier l'ensemble de l'humanité, et qu'on puisse faire des questions liées à la justice et à l'accès au savoir, des questions fondamentales. Je pense que ce sont des enjeux de survie planétaire absolument essentiels.*
- *Beaucoup des problèmes sociaux qu'on éprouve dans le monde actuellement sont des problèmes liés à l'accès au savoir. Ça n'a pas de sens qu'une partie importante de l'humanité non seulement crève de faim, mais en plus, vive avec des croyances que la science a réfutées il y a des siècles.*

Si, en sciences humaines et sociales, la production d'un savoir de qualité implique, comme on l'a vu, un accès aux « fondamentaux » (en déclin, selon certains), elle dépend aussi d'un accès des plus larges aux données signifiantes concernant la société. Cet enjeu interpelle directement l'engagement de l'État à maintenir des structures de production de données :

- *Je m'inquiète, et cela, un peu dans la foulée de la question de l'accessibilité aux outils de connaissance, et je pense qu'il y a des attaques sérieuses présentement contre ces outils-là.*
- *Moi, je suis dans le champ des statistiques sociales, alors j'ai vu tour à tour le recensement être transformé en une enquête qui va causer beaucoup des problèmes à la fois pour l'interprétation des résultats comme tels et pour le cadre d'échantillonnage des enquêtes futures. Je vois des enquêtes longitudinales, entre autres, tomber les unes après les autres. Je vois une fonction publique amputée d'une grande capacité analytique qui était présente jusque-là. Ça ne pourra qu'avoir des retombées sur la recherche qui se fait dans d'autres milieux et le CRSH va être directement interpellé par ces transformations-là.*

Cette inquiétude de voir l'affaiblissement des services publics dédiés à la production de connaissances s'accompagne d'une méfiance vis-à-vis de son corollaire : la privatisation de ces services.

- *Puis, quelque chose qui m'inquiète aussi, c'est le partage universel des savoirs dans une perspective où de plus en plus on assiste à leur privatisation par l'intermédiaire des brevets, d'une compétitivité accrue.*
- *Maintenant, il y a des universités d'entreprises; quels doivent être les liens entre les universités publiques et les universités privées?*
- *On vient de parler des ressources qui proposent du savoir disponible en ligne, mais ce sont des institutions privées. Puis, il y a même une certification qui se fait de ces savoirs-là par des entreprises privées et vous avez des employeurs qui accordent de plus en plus d'importance et même parfois plus d'importance à ces certifications privées qui échappent complètement au domaine public et à l'enseignement universitaire public ou supérieur public.*
- *La recherche doit servir à améliorer la qualité de vie de la société. C'est un bien public. Et je pense que si l'on oublie, dans les financements et dans les préoccupations, ce volet qui est aussi important que la production de connaissances, qui est celui du transfert, on risque de manquer le*

bateau et de ne pas arriver à transformer ou à aider notre société à se transformer de la meilleure façon.

Plusieurs chercheurs se sont inquiétés des risques que pourrait poser une approche instrumentaliste de la recherche. Parmi ces risques :

- Une atteinte à la mission de l'université comme lieu de transmission d'un savoir civilisationnel
- Une atteinte à la liberté universitaire et à l'indépendance des institutions de recherche
- Une dégradation des conditions d'étude et de recherche
- Une dégradation de la qualité des contenus du savoir

Un des participants résume bien les inquiétudes de l'ensemble d'entre eux sur ce plan : « Nous vivons dans une société où il y a toutes sortes de forces politiques, sociales, économiques qui peuvent instrumentaliser la recherche, et si le CRSH ne se dresse pas comme un rempart contre ce processus, on est perdus. » On conçoit généralement l'instrumentalisation de la recherche comme une volonté d'assimiler les finalités de la recherche universitaire à des intérêts particuliers d'ordre privé (industrie, commerce) ou publics. Mais ce ne serait pas là le rôle véritable de l'université. Selon ce participant :

- *L'université n'est pas là seulement pour répondre à des besoins concernant les politiques, mais également (surtout?) parce que l'une de ses missions est d'être un « passeur » des acquis de la civilisation, de continuer à étudier la littérature, la pensée, l'art, l'histoire, même quand cela n'a pas d'utilité immédiate.*

Selon d'autres participants, la volonté d'instrumentaliser la recherche, d'en déterminer la valeur en fonction de sa rentabilité économique ou politique pourrait porter atteinte à la fois à la liberté des chercheurs (liberté universitaire) et à celle des institutions de recherche (ingérence du politique dans l'organisation de la recherche). Assurer la liberté académique reviendrait donc, d'une part, à laisser les chercheurs décider eux-mêmes de la pertinence des thèmes et, d'autre part, à ne pas les obliger à fonctionner à l'intérieur de structures ne convenant pas au type de recherche qu'ils désirent poursuivre :

- *Il devrait y avoir, à mon sens, plus de possibilités pour les chercheurs de faire financer des recherches où ce sont eux, plutôt que les décideurs gouvernementaux ou les agents du CRSH, qui définissent, en fonction de leur « flair », de ce qui selon eux sera important à l'avenir, de leurs instincts de chercheur, et de leur propre curiosité, ce que seront leurs sujets de recherche.*
- *Je crois qu'il y a aussi des projets qui doivent être menés par des chercheurs individuels, travaillant un peu dans leur coin, leur bureau. Et je trouve que les modes de financement, le fait de penser en termes de grands mégathèmes fait maintenant en sorte que ces gens-là sont en train de se faire « squeezer » à ne plus pouvoir faire de la recherche ou à s'associer de manière totalement artificielle à de grandes galaxies de recherche pour pouvoir continuer à faire ce qu'ils veulent faire.*

Pour certains participants, cette quête de rentabilité économique ou politique aurait aussi comme effet la dégradation des conditions de recherche et d'études – demandes de financement de plus en plus lourdes, bureaucratiques et incertaines; justification continuelle de

la pertinence des recherches prévues; portion congrue du financement accordée aux sciences humaines et sociales :

- *On sait que 60 pour cent des chercheurs au Canada travaillent en sciences humaines et sociales. Et, comme chercheurs en sciences humaines et sociales, on a la portion congrue des budgets dédiés à la recherche. On connaît tous cette réalité-là.*
- *J'ai des collègues qui ont décidé d'arrêter de faire des demandes de subventions auprès du CRSH, au niveau provincial ou fédéral, parce qu'ils trouvent la démarche stérile. On dépense énormément d'énergie à préparer la demande, pour un résultat qui souvent est aléatoire, à savoir : la demande est jugée très intéressante, mais on manque de fonds pour la subventionner. Ce qui, après des semaines de travail, est quand même assez troublant comme résultat... sachant que ça rentre en plein, en fait, dans les priorités qui sont mises de l'avant.*

Un participant constate la dégradation de la condition de vie des étudiants :

- *Quand je parle avec des professeurs de mon département, par exemple, ils ne connaissent absolument pas les conditions des étudiants de doctorat aujourd'hui, qui ont changé du tout au tout. Je me suis amusé à interviewer d'autres personnes pour remonter un petit peu dans le passé et en regardant ça, je me dis : Mon Dieu, mais quelle dégradation absolument incroyable!*

Finalement, la conception du savoir instrumentalisé aurait comme conséquence ultime la dégradation des savoirs mêmes :

- *Ce que je crains, c'est que nous allons en arriver à une certaine myopie intellectuelle si nous ne permettons pas aux chercheurs de suivre leurs instincts et leurs propres intérêts.*
- *Si l'on s'engouffre dans le court terme [...], on sera mal outillés pour répondre aux enjeux de société de demain que les chercheurs voient poindre à l'horizon, mais qui ne représentent pas, ou pas encore, des enjeux sociaux ou politiques.*
- *Les chercheurs devraient pouvoir jouir d'une liberté intellectuelle suffisante pour définir eux-mêmes leurs sujets de recherche, avec une certaine indépendance par rapport aux impératifs de l'actualité. Il y a des gens de grande qualité dans les universités canadiennes, et ils nous outilleront pour les problèmes à venir si nous ne les obligeons pas à ne répondre qu'à des « commandes » définies à partir de problèmes tirés de l'actualité.*

Si les participants ont maintenu leur distance vis-à-vis des pistes de défis prioritaires proposées pour une « redéfinition de l'éducation et de la recherche », ils ont démontré par leurs discussions passionnées que cet enjeu demeurera central durant les prochaines années.

5.4 PRÉPARATION À D'IMMINENTS ÉVÉNEMENTS EXTRÊMES

Cette thématique fut abordée de façon indirecte par une discussion au cours de laquelle les participants ont fait ressortir la nécessité de retourner aux « fondamentaux » et à la recherche fondamentale pour une meilleure compréhension possible des événements de ce type. Par exemple, ce n'est qu'en ayant une connaissance approfondie des causes et des mécanismes liés aux changements climatiques que l'on pourra se préparer à l'occurrence de catastrophes naturelles liées au climat. La mobilisation étudiante, le mouvement Occupy ou celui des

indignés, s'ils ne constituent pas des événements extrêmes au sens où le document semblait l'entendre, obligent les chercheurs à retourner sur la planche à dessin et à relire les classiques de leur discipline. Nous verrons plus loin que selon plusieurs participants, la question des changements climatiques devrait être maintenue comme piste de recherche prioritaire explicite.

5.5 QUELLES MORALITÉ, ÉTHIQUE ET CULTURE ?

Ce thème a été abordé sous deux angles distincts : celui de la diversité culturelle et celui de la citoyenneté.

Pour ce qui est de la diversité, un chercheur a dit déplorer qu'on ne trouve pas dans la liste des thèmes proposés la question des « accommodements communautaires », qu'il définit comme « les problèmes que peut causer aux services rendus par l'administration publique le multiculturalisme, qu'on voit surtout à Montréal ». Selon un autre chercheur, la question de la diversité devrait être posée comme telle, de même que celle des enjeux culturels de cette diversité. Bref, se pose la question de la littératie et de l'accès à la culture (comme une forme de savoir) : comment s'assurer que la culture soit diffusée le plus largement possible au sein de la population ?

La citoyenneté, ses implications et ses fondements représentent un enjeu central et resteront prioritaires aux yeux de plusieurs, spécialement dans le monde globalisé du 21^e siècle. Les liens entre les nouvelles configurations de la citoyenneté et les nouvelles formes de démocratie devront être étudiés et compris. Les mouvements sociaux qui ont animé la planète au cours de la dernière année continueront d'avoir un impact sur le citoyen et la manière dont on conçoit et pratique la démocratie.

Pour une chercheuse, le lien entre identité et citoyenneté doit être mieux établi :

– Il y a la question du passage. La question de conserver les traces d'une certaine identité et de voyager vers un autre. Et la question de la négociation toujours entre soi et l'autre, le passé, le présent. Donc, citoyenneté, traduction de culture, je trouve que ce serait une bonne problématique.

L'éducation à la citoyenneté reste pour plusieurs le meilleur moyen de s'assurer que les citoyens puissent s'épanouir dans une cité qui fera rayonner toute la diversité de leurs cultures et de leurs valeurs. Mais l'analyse de la citoyenneté est une réalité qui dépasse le cadre unique de la gestion de la diversité. En conclusion, il s'agit pour ce chercheur d'un concept radicalement transversal qui subira des transformations de plusieurs ordres :

– J'aimerais bien appuyer la notion de citoyenneté parce que ça me semble un thème qui a l'avantage de recouvrir un grand nombre de problématiques à la fois politiques, mais aussi culturelles. Parce que la citoyenneté, c'est la question de l'appartenance, et l'appartenance, c'est la question de la langue, c'est même la question des familles, en fait, comment on appartient à une collectivité. Comment on appartient, au-delà d'une collectivité familiale, à l'État. Donc, pour ses dimensions à la fois politiques, sociales et surtout culturelles.

5.6 COMPOSER AVEC UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE FAIBLE ET LA REDÉFINITION DU TRAVAIL

La perspective d'une croissance économique faible, voire négative, dans plusieurs pays développés devra faire l'objet de réflexions et aura des impacts majeurs sur nos modes de vie. Selon un participant, l'accent doit être mis sur la possibilité d'une décroissance et les chercheurs en sciences sociales devraient en étudier les conséquences :

- *Le point 11, qui m'apparaît très important, doit mettre l'accent sur la perspective d'une faible croissance économique, voire d'une décroissance dans les pays où la démographie sera négative. En ce moment, la plupart des sous-points concernent les transformations du travail, en lien notamment avec l'évolution technologique. Or, il me semble que nos paradigmes économiques ne sont pas adaptés à la réalité d'une période de très faible croissance, voire d'une « décroissance économique ». C'est ce à quoi je réfèrais en affirmant qu'il faudra peut-être même revoir les notions de « prospérité » et de « croissance ». Cette redéfinition de nos modèles économiques doit, à mon avis, trouver sa place aux côtés des enjeux liés aux transformations du monde du travail.*

De fait, la question du travail s'avère de première importance pour les participants :

- *Le travail fait partie de notre vie de façon assez intense, et je pense que cet enjeu se retrouve vraiment au point 11 dans une certaine mesure, mais qu'il n'est peut-être pas reflété dans les 10 enjeux qui avaient été résumés.*
- *Il y a aussi tous les nouveaux mouvements de travail, les nouveaux transferts d'emplois, transferts de ressources et ainsi de suite. Ce sont les principaux points qui m'ont semblé les plus pertinents et importants.*
- *J'e n'ai pas vu de thématique sur les changements au sein des organisations, les enjeux humains au sein des organisations, qui, pourtant, sont criants au quotidien quand on écoute les employés, la souffrance au travail, l'organisation qui se change pour être de plus en plus productive, pour exploiter de plus en plus des individus. Et ça, d'ailleurs, même dans nos propres organisations que sont les universités. Donc ça, c'est une deuxième piste que j'identifie, à savoir les enjeux humains dans les organisations, les enjeux liés, en fait, à la gestion des organisations.*

Pour plusieurs participants, les problématiques de la pauvreté et de la diminution de la qualité de vie devraient faire l'objet de préoccupations stratégiques, voire constituer des enjeux de recherche prioritaires.

- *La thématique de la pauvreté est peut-être en filigrane de ce qui est là, mais n'apparaît pas vraiment de façon claire, et les chercheurs ont encore probablement beaucoup à faire à cet égard. Et la thématique de la qualité de vie.*
- *Mais la qualité de vie, la qualité de vie au travail, ça rejoint des perspectives, des préoccupations sociales qui sont aussi du domaine de la psychologie de la santé et de celui des technologies, donc qui rejoignent un ensemble très vaste de chercheurs.*

Ces problématiques persistantes sont des exemples flagrants montrant la nécessité de donner ou de redonner à la recherche en science sociales et humaines un rôle dans la poursuite de la justice sociale.

5.7 POINTS CRITIQUES : RECONNAÎTRE LE CÔTÉ OBSCUR

Cette thématique est probablement celle qui suscite le moins d'adhésion de la part des participants. Certains ont questionné l'utilisation de ce type de vocabulaire, qualifié de « baroque » par l'un d'entre eux. Pour les universitaires présents, le côté obscur se trouve précisément dans les tentatives d'instrumentalisation du savoir et de la recherche à des fins autres que civilisationnelles, que ce soit par les gouvernements, les organismes subventionnaires ou les autorités universitaires elles-mêmes. Les acquis de civilisation légués et transmis aux générations présentes et futures par l'université risquent la disparition ou la banalisation si l'on cherche sans cesse à leur trouver une utilité ou une fonction immédiate. Pour éviter de tomber dans le côté obscur, il faut laisser aux chercheurs la liberté de déterminer leurs propres priorités de recherche.

5.8 THÈMES IGNORÉS ET THÈMES TOUJOURS D'ACTUALITÉ

Faute de temps, d'intérêt ou de clarté dans leur description, les pistes de recherche prioritaires suivantes n'ont pas été abordées explicitement par les participants : « Avantages et éthique de nouveaux développements », « Transparence radicale », « Gérer la complexité d'un monde qui s'organise de lui-même », « Identité et réalité à plusieurs niveaux » et « Durabilité : comment y arriver ».

Toutefois, plusieurs ont déploré que des enjeux tels que les recherches sur les autochtones et les communautés nordiques, qui faisaient auparavant partie des cinq thèmes prioritaires du CRSH, aient disparu de la liste.

Le thème de l'environnement et des changements climatiques continue selon les participants de constituer un enjeu important devant faire l'objet d'une priorité dans les orientations. Sa disparition de la liste des pistes prioritaires est généralement déplorée.

Alors que le gouvernement du Québec amorce à peine le plus important projet de développement et d'exploitation de son histoire avec le Plan Nord, on ferait une grave erreur, selon une participante, de ne plus considérer la recherche sur les communautés nordiques et les peuples autochtones comme prioritaire : « Parce que, on est juste au début de ce genre de préoccupations. On voudrait que le Nord dont on parle ait été couvert; or il a été couvert par bien des études, il y a 4000 documents qui concernent les territoires qu'on appelle les « territoires du Plan Nord ». Et bien, les personnes (Ndlr – Un colloque portant sur le Plan Nord avait lieu la veille de la table ronde au congrès de l'Acfas) qui ont pris la parole cet hiver, à 90 pour cent, ne savent même pas que ça existe. Elles ont dit que c'était un terrain vierge de connaissances. Il y a des populations qui vivent là depuis 10 000 ans et, selon ces gens-là, c'est un terrain vierge de connaissances! »

La même chercheuse s'inquiète, d'une façon plus générale, de ce qui arrivera des précédents thèmes prioritaires une fois que les nouveaux seront annoncés. Elle constate qu'avec une accumulation exponentielle des nouvelles connaissances produites, les chercheurs n'ont malgré tout qu'un accès très restreint à ces données. Selon elle, « on ne sait même pas ce que fait notre voisin, et en plus, quand se pose un projet de société [...], on se lance là-dessus comme qui dirait la misère sur le pauvre monde; je vois une défaite de la recherche et des universités québécoises dans une telle prétention d'avoir toutes les réponses alors qu'elles n'ont jamais entendu ni vu ce qui pouvait se passer. »

6 CONCLUSION – LIMITES DE L'APPROCHE PROSPECTIVE ET ATTENTES DE LA COMMUNAUTÉ DES CHERCHEURS EN SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

Le vaste mouvement étudiant que connaissait le Québec au moment de la table ronde et la crise sociale qu'il a causée ont eu une influence indéniable sur le contenu des discussions. Cette crise a d'abord obligé les participants à se questionner sur les capacités de la recherche actuelle à comprendre les mouvements sociaux et à développer des outils d'analyse adéquats :

- *Je pense qu'on est en face de situations intéressantes, au Québec, qui rendent compte d'une certaine faillite dans la capacité d'interpréter les conditions de notre propre société. Mes études ont porté essentiellement sur des questions de mobilisation collective et [...] je n'ai pas réalisé que la mobilisation étudiante pouvait prendre l'ampleur qu'elle prend actuellement. Et je réalise, conséquemment, que tous les outils que j'avais développés il y a 20 ans dans ce domaine n'étaient pas les bons, qu'il y a des processus globaux que je ne sais pas interpréter et je suis obligé de retourner travailler sur ces questions-là. Dans la continuité, je dirais qu'il faut peut-être accepter que les prochaines recherches portent sur des phénomènes larges et globaux.*

Selon plusieurs participants, cette crise, qu'aucun des chercheurs présents n'avait entrevue, démontre à quel point l'approche prospective, qui consiste à imaginer comment les sciences humaines et sociales pourraient répondre aux enjeux futurs tels qu'ils ont été déterminés précédemment lors d'une veille stratégique, est non seulement illusoire, mais éminemment arbitraire. Certains croient même qu'elle est une façon d'orienter les réponses attendues des participants : « Imaginer l'avenir du Canada, c'est un enjeu qui est intéressant, mais c'est comme si d'entrée de jeu on programmait, on organisait, on structurait, on projetait. Déjà, il y a comme un élément qui nous empêche de penser à l'extérieur de la boîte. »

Pour certains participants, la détermination de thèmes prioritaires porterait même atteinte à la liberté universitaire. Parler d'enjeux prioritaires envoie un message fort aux chercheurs : « Voici ce que vous devez faire comme recherche si vous voulez avoir du financement ». Mais ce qui est encore plus grave, selon un chercheur, est que cela envoie aussi aux étudiants le message suivant : « Faire des choses qui vous passionnent tout simplement parce que vous croyez à la mission universitaire de transmission de la civilisation, pourrait vous priver de financement et de carrière universitaire ».

La crise étudiante qui se manifestait littéralement aux portes du Palais des Congrès, où se tenait le congrès de l'Acfas, a également contribué à orienter les discussions davantage autour de la réaffirmation de grands principes devant guider toute entreprise de définition ou de redéfinition

des priorités de financement de la recherche en sciences humaines et sociales. Ces principes ont été décrits dans ce rapport : importance de la recherche fondamentale, pertinence grandissante des approches globales et intersectorielles, et nécessité de tenir compte du bien commun et de la justice sociale dans toute entreprise de recherche.

La méthode consistant à faire une prospection par grands thèmes porteurs n'a toutefois pas été complètement rejetée, comme en témoigne l'effort des participants pour réfléchir et discuter autour des thèmes suggérés. Par exemple, le vieillissement de la population est une donnée qu'il est pratiquement impossible d'exclure de nos réflexions sur l'avenir de la recherche. Des enjeux comme la pauvreté, la faible croissance économique ou la diversité croissante de la population, pour ne nommer que ces exemples, auront des conséquences à moyen et à long terme que tous les chercheurs et décideurs ont intérêt à anticiper. Pour un participant, il est même plus que jamais nécessaire que les chercheurs participent à la détermination de thèmes prioritaires comme rempart à une ingérence possible du politique : « Et on sait, de plus, qu'on est dans une conjoncture où les pouvoirs politiques, par moments, ont du mal à vivre avec les résultats des travaux des chercheurs en sciences humaines et sociales, ou encore, ne voient pas la pertinence ou l'utilité de ces recherches. Alors moi, je pense que dans l'exercice d'aujourd'hui, on a tout à fait raison d'évoquer des thèmes qui devraient être prioritaires. »

Certains ont suggéré qu'il y aurait avantage à élargir la réflexion sur l'identification prospective de thèmes prioritaires et à envisager l'adoption de perspectives et de questions plus larges. Selon un chercheur, « ce qui est important, ce ne sont peut-être pas les thèmes sur lesquels on va travailler, mais les questions qu'on va se poser ». Un autre ajoute : « Oui, j'aimerais beaucoup intervenir dans cette perspective qui est plus dans le sens d'une approche, d'une perspective plutôt que de thèmes spécifiques. » Dans le cas de ce chercheur, l'international, la justice, l'éducation et l'accès au savoir devraient être les perspectives prioritaires du CRSH. Un autre encore suggère d'inviter les chercheurs et leurs étudiants à « poser des questions de base : Comment la société est-elle possible? Qu'est-ce qui la rend possible? Comment se structure-t-elle, se construit-elle? Comment se bâtissent les communautés? Etc. Pas tellement des thèmes, mais des questions, parce que c'est comme ça qu'on sera capables éventuellement d'interagir même entre collègues de disciplines très différentes. »

C'est dans cet esprit que les participants ont discuté et analysé les thèmes soumis à leur réflexion par le CRSH. Ils l'ont fait en insistant sur la nécessité de préserver le rôle civilisationnel de l'université au 21^e siècle, au moment même où plusieurs forces conspirent pour éroder sa mission fondamentale. Le CRSH est une des rares institutions, et une institution d'une importance capitale, de la recherche en sciences sociales et humaines au Canada francophone. Les participants espèrent qu'il continuera de se faire le défenseur et le promoteur actif d'une conception libre de la recherche.